**COMMUNAUTE URBAINE
DE
BORDEAUX**

**CONSEIL DE COMMUNAUTE
SEANCE PUBLIQUE DU VENDREDI 17 JANVIER 2014 A 09 H 30
(Convocation du 07 janvier 2014)**

Aujourd'hui Vendredi Dix Sept Janvier Deux Mil Quatorze à 09 h 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de M. Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. ROSSIGNOL PUECH Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANÇOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MADRELLÉ Nicolas, Mme TERRAZA Brigitte, M. VERNEJOL Michel, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, M. EGRON Jean-François, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHOUX Jacques, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUYEYRE Matthieu, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à DUCHENE Michel à partir de 10 h15
M. BRON Jean-Charles à M. SOLARI Joël
Mme. CARTRON Françoise à M. PIERRE Maurice
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. GAÜZERE Jean-Marc
Mme. FAYET Véronique à M. ROBERT Fabien jusqu'à 10 h 40
M. PUJOL Patrick à M. POIGNONEC Michel
M. SOUBABERE Pierre à M. HERITIE Michel
M. BOUSQUET Ludovic à Mme. COLLET Brigitte
Mme. CAZALET Anne-MARIE à M. DAVID Jean-Louis jusqu'à 10 h 30
Mlle. COUTANCEAU Emilie à M. DOUGADOS Daniel
M. COUTURIER Jean-Louis à Mme. LACUEY Conchita jusqu'à 10 h 10
M. DELAUX Stéphan à M. DUCASSOU Dominique
Mlle. EL KHADIR Samira à Mlle. DELTIMPLE Nathalie

M. GALAN Jean-Claude à M. GUICHARD Max
M. GUICHEBAROU Jean-Claude à M. FLORIAN Nicolas
M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. DUBOS Gérard
M. JOANDET Franck à M. ROSSIGNOL PUECH Clément
M. JOUBERT Jacques à Mme. CHAVIGNER Michèle
Mme. LAURENT Wanda à Mme. DESSERTINE Laurence
M. MOGA Alain à M. DUPOUY Alain
M. PAILLART Vincent à M. AMBRY Stéphane
Mme. PARCELIER Muriel à M. GUYOMARC'H Jean-Pierre
M. RAYNAUD Jacques à M. MERCIER Michel
Mme. SAINT-ORICE Nicole à M. SIBE Maxime
Mme. WALRYCK Anne à Mme. TOUTON Elisabeth

EXCUSES :

LA SEANCE EST OUVERTE

Les convocations à ce conseil et la communication des dossiers le composant ont satisfait aux dispositions du CGCT, ainsi que les opérations d'affichage correspondantes.

DESIGNATION D'UN SECRETAIRE ET D'UN SECRETAIRE ADJOINT

M. HERITIE et Mme ISTE ont été désignés respectivement comme Secrétaire et Secrétaire Adjointe de séance.

ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU 15 NOVEMBRE 2013

Le procès-verbal de la séance du 15 novembre 2013 a été adopté sans observation.

AMELIORATION DES REGLES DE FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES – APPLICATION DE LA DELIBERATION 2010/0750 DU 22 OCTOBRE 2010.

POLE ADMINISTRATION GENERALE

Direction Bâtiments et Moyens

- Convention occupation locaux école maternelle La Farandole à Pessac par la FCPE Cap de Bos/La Farandole pour soirée « Contes » du 16 décembre 2013.

Direction des ressources humaines et du développement social

- Protocole transactionnel passé le 24 décembre 2013 entre M. Bernard JAYMES et notre Etablissement en réparation d'un dommage subi par ce dernier du fait d'une erreur matérielle ayant pu avoir une influence sur son éventuel accès au grade d'ingénieur en chef de classe normale. Le montant de cette transaction s'élève à 9039 € brut. Cet acte a été pris en vertu de l'article 2044 du code civil, de la délibération du Conseil de Communauté N° 2013/0188 du 22 mars 2013, actualisée par les délibérations 2012/0249 du 13 avril 2012 et 2013/0188 du 22 mars 2013, paragraphe 45, et de l'arrêté 2013/2076 du 11 décembre 2013.

POLE DYNAMIQUES URBAINES

Direction foncier

- 2013/1943 du 22/11/2013 - Arrêté de retrait de préemption - Arrêté 2013/476 du 21/03/2013 est retiré - PESSAC – 3 avenue du Général Leclerc – société Esso SAF.
- 2013/1944 du 22/11/2013 - Arrêté d'acquisition - LE TAILLAN MEDOC – chemin du Chai – M. PULON - 2 400 € - 21.2111.8220.TN00.HB37.
- 2013/1945 du 22/11/2013 - Arrêté d'acquisition + indemnisation - BORDEAUX – 79 avenue de Mérignac/SN rue André Maginot société CLEVIFA - 26 076,40 € - 21.2112.8220.TC00.VA1A.

- 2013/1946 du 22/11/2013 - Arrêté d'acquisition - ARTIGUES PRES BORDEAUX – allée du Centre – Gironde Habitat - 21.2112.8220.TC00.VA1A.
- 2013/1947 du 22/11/2013 - Arrêté d'acquisition - LE BOUSCAT – 56 avenue du Président Robert Schuman - SCI AVLIB 45 - 1 860 € - 21.2112.8220.TC00.VA1A.
- 2013/1948 du 22/11/2013 - Arrêté d'acquisition - BLANQUEFORT – 16b rue Pasteur – M. et Mme D'ALMEIDA - 990 € - 21.2112.8220.TC00.VA1A.
- 2013/1949 du 22/11/2013 - Arrêté d'acquisition et de cession – Tramway - MERIGNAC – copropriétaires de la résidence les Fontaines d'Arlac - 28 737 € - 21.21110022.KD00.TW20 - 10 440 € - 77.77520001.KD00.
- 2013/1959 du 29/11/2013 - Arrêté d'acquisition - Arrêté 2013/1428 du 28/08/2013 complété - LE TAILLAN MEDOC – rue de l'Ecureuil – M. et Mme DELANNAY - 1 380 € - 21.2112.8220.TN00.VB519.
- 2013/1960 du 29/11/2013 - Arrêté d'acquisition + travaux Tram Train - BLANQUEFORT – 14 rue de Virebouc – M. et Mme CORNET - 39 400 € - 21.21110002.KD00.TT30.
- 2013/1961 du 29/11/2013 - Arrêté de cession - PESSAC – rue des Quatre Saisons – M. et Mme BEAUDOUX - 7 632 € - 77.775.8240.UC32.
- 2013/1982 du 29/11/2013 - Arrêté de consignation - LORMONT – 22 rue Abarrateguy – conjoints LUCAS/LARTIGUES/LAGUNEGRAND - 140 000 € - 21.2115.8240.UC32.HAA.
- 2013/1989 du 02/12/2013 - Arrêté d'acquisition + travaux Tram Train - BRUGES – 149 avenue Charles de Gaulle – SCI DE LA GARE - 44 500 € - 21.21110002.KD00.TT30.
- 2013/1990 du 02/12/2013 - Arrêté d'acquisition - LE HAILLAN – rue de Venteille – ASL le Hameau de Saint Ex - 21.2112.8220.TN00.VCA00.
- 2013/1991 du 02/12/2013 - Arrêté d'acquisition + travaux - PESSAC – avenue Saint marie – Association Syndicale du groupe habitation village de France - 8 665,18 € - 21.2112.8220.TM00.VB318.
- 2013/1992 du 02/12/2013 - Arrêté de servitude - FLOIRAC – 125 rue Jules Guesde – MM. ROBIN Yves et Pierre, MM. TURCO Guy et Gilbert - 21.2111.TE00.UF.
- 2013/1993 du 02/12/2013 - Arrêté d'acquisition - EYSINES – allée du Pinsan – AZ 345p AZ parcelle C, AY parcelle D, parcelle E et F et BA parcelle G Commune - 21.2112.8220.TN00.VB162.
- 2013/1994 du 02/12/2013 - Arrêté d'acquisition - EYSINES allée du Pinsan – AZ 345 – Commune - 21.2112.8220.TN00.VB162.

- 2013/1995 du 02/12/2013 - Arrêté d'acquisition + servitude - EYSINES allée du Pinsan – AZ 315 – BA 407 – commune.
- 2013/2014 du 05/12/2013 - Arrêté de servitude - PESSAC – lieudit Grasset Ouest et le Bourgailh – Transport et infrastructure Gaz France - 70.70878.8240.UC32.
- 2013/2050 du 06/12/2013 - Arrêté d'acquisition - VILLENAVE D'ORNON – 80 avenue Mirieu de Labarre – CENEX Bétons Sud-Ouest - 21.2112.8220.TM00.VCA00.
- 2013/2051 du 06/12/2013 - Arrêté d'acquisition - Arrêté 2013/1452 du 28/08/2013 complété - PAREMPUYRE – rue de la Gare – Domaine Public de Réseau Ferré de France.
- 2013/2052 du 06/12/2013 - Arrêté d'acquisition - LE BOUSCAT – rue Rigal – Commune - 21.2112.8220.TN00.VB069.
- 2013/2053 du 06/12/2013 - Arrêté d'acquisition - LE BOUSCAT – 76 rue Rigal – MM. PARRA et TOUYAA-FARDET - 4 400 € - 21.2112.8220.TN00.VB06904.
- 2013/2054 du 06/12/2013 - Arrêté d'acquisition - AMBARES ET LAGRAVE – 61 chemin de Palue de Sabarèges – Mme CADOT - 1 505 € - 21.2112.8220.TC00.VA1A.
- 2013/2070 du 09/12/2013 - Arrêté de servitude - GRADIGNAN – allée du Midi – Mme NICOLE et MM. RIFFARD - 21.2111.8310.TE00.PD00 - 21.2111.TE00.UF.
- 2013/2071 du 09/12/2013 - Arrêté d'acquisition + travaux - arrêtés 2013/690 du 30/04/2012 et l'arrêté 2013/526 du 27/03/2013 sont retirés - PESSAC – 10 avenue du Haut Lévêque – indivision MORVAN - 119 030 € - 21.21110022.KD00TW20A.
- 2013/2074 du 10/12/2013 - Arrêté d'acquisition + travaux Tram Train - BRUGES – 123 avenue Jean Jaurès – conjoints Laplante - 11 700 € - 21.21110002.KD00.TT30.
- 2013/2088 du 16/12/2013 - Arrêté de cession - LORMONT – ZAC Chaigneau Bichon – BMA - 2781,71 € - 75.775.8241.UB00.HB12.
- 2013/2090 du 16/12/2013 - Arrêté d'acquisition + travaux - LE TAILLAN MEDOC – chemin du Chai – M. DUPONT - 4 030,15 € - 21.2111.8220.TN00.HB37.
- 2013/2091 du 16/12/2013 - Arrêté d'acquisition - BORDEAUX – avenue Louis Barthou – SCI BP MIXTE - 21.2112.8220.TK00.VCA00.
- 2013/2089 du 16/12/2013 - Arrêté d'acquisition + travaux - LE TAILLAN MEDOC – 82 chemin du Chai – M. et Mme LAFITTE - 3 882,82 € - 21.2111.8220.TN00.HB37.
- 2013/2140 du 19/12/2013 - Arrêté de déconsignation - EYSINES – 265 avenue du Médoc – SCI EYSINIMMO - 953 810 €.
- 2013/2141 du 19/12/2013 - Arrêté de déconsignation - LE HAILLAN – lieudit Gasquet – conjoints EYRAUD - 127 050 €.
- 2013/2169 du 24/12/2013 - Arrêté de déconsignation - BLANQUEFORT – lieudit Le Quayron – MOUS - 181 200 €.

- 2013/2170 du 24/12/2013 - Arrêté de déconsignation - EYSINES – 112 avenue Jean Mermoz – SA MAISON ANDRE BEAU - 250 000 €.
- 2013/2171 du 24/12/2013 – DPU - PESSAC – 9 et 9bis rue Adrien Ducourt – Mme JOUBERT M. BELLOT - 350 000 € - 21.2115.8240.UC32.HAA.
- 2013/2172 du 24/12/2013 – DPU - SAINT MEDARD EN JALLES – 13 rue Charles Chaumel – Mme PASQUIER - 1 500 € - 21.2112.8220.TC00.VA1A.
- 2013/2226 du 27/12/2013 – DPU - SAINT MEDARD EN JALLES – 74 rue Charles Chaumel – Mme LESCORS - 15 000 €.
- 2013/2125 du 17/12/2013 - Arrêté de servitude - BEGLES – lieudit La Caminasse – TRANSPORT INFRASTRUCTURE GAZ DE France - 100 € - 70.70878.8240.UC32.
- 2013/2126 du 17/12/2013 - Arrêté d'acquisition + travaux Tram Train - BLANQUEFORT – 8 rue de Virebouc – M. MARSOU et Mme HOSTEIN - 59 200 € - 21.21110002.KD00.TT30.
- 2013/2127 du 17/12/2013 - Arrêté d'acquisition – Tram Train - BRUGES – 6 rue des Acacias - consorts VERT/PEYTRAU - 26 700 € - 21.21110002.KD00.TT30.
- 2013/2128 du 17/12/2013 - Arrêté d'acquisition + travaux – Tram Train - BRUGES – 22 rue de Campillau – SCI CAMPILLAU - 4 855 € - 21.21110002.DK00.TT30.
- 2013/2129 du 17/12/2013 - Arrêté d'acquisition + travaux - Tram Train - BRUGES – avenue Jean Jaurès – consorts CESSATEUR - 52 970,24 € - 21.21110002.KD00.TT30.
- 2013/2130 du 17/12/2013 - Arrêté rétrocession - LORMONT – rue Michel Montaigne – Conseil Général - 21.2111.8220.UE00.HC46.
- 2013/2178 du 26/12/2013 - Arrêté d'acquisition - PAREMPUYRE – 46 bis rue Marcel Bensac – Mme COURBATERE et M. PAGES - 1 500 € - 21.2112.8220.TC00.VA1A.
- 2013/2186 du 29/12/2013 - Arrêté d'acquisition - BORDEAUX – rue Eugène Jacquet – Commune.
- 2013/2187 du 26/12/2013 - Arrêté d'acquisition - BORDEAUX – 58/60 avenue Louis Barthou – copropriétaires de la résidence « Le Président » - 21.2112.8220.TK00.VCA00.
- 2013/2188 du 26/12/2013 - Arrêté d'acquisition - LE TAILLAN MEDOC – 13 bis rue de l'Ecureuil – M. et Mme DURRIEU - 600 € - 21.2112.8220.TN00.VB519.
- 2013/2189 du 26/12/2013 - Arrêté d'acquisition - LE HAILLAN – rue de Venteille – copropriétaires de la résidence la Square d'Ariane - 23 520 € - 21.2112.8220.TN00.VCA.

- 2013/2190 du 26/12/2013 - Arrêté d'acquisition - SAINT AUBIN DE MEDOC – route de Germignan – SARL SFII – 7 000 € - 21.2112.8220.TN00.VCA.
- 2013/2191 du 26/12/2013 - Arrêté d'acquisition - PAREMPUYRE – 6 rue des Pins – M. et Mme GARDERES - 1 140 € - 21.2112.8220.TN00.VB312.
- 2013/2192 du 26/12/2013 - Arrêté d'acquisition - BRUGES – 116 avenue Jean Jaurès – M. et Mme SIGALAS - 1 400 € - 21.2112.8220.TC00.VA1A.
- 2013/2193 du 26/12/2013 - Arrêté d'acquisition - PAREMPUYRE – 97 rue de Landegrand – M. et Mme ALEXIS - 2 070 € - 21.2112.8220.TC00.VA1A.
- 2013/2194 du 26/12/2013 - Arrêté d'acquisition - PAREMPUYRE – 55 rue de Landegrand et 4 rue des Pins – M. COELHA DA SILVA - 4 470 € - 21.2112.8220.TN00.VB312.
- 2013/2195 du 26/12/2013 - Arrêté d'acquisition - MERIGNAC – 15 ter rue Christophe Colomb – Mme MARTINEAU - 21.2212.8220.TN00.VB281.
- CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE - CENON - 24 rue Camille Pelletan – Commune.
- CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE - BEGLES – 11 rue Yvonne et Robert Noutary – EURATLANTIQUE.
- CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE - LE TAILLAN MEDOC – 7 chemin de la Houn de Castets – M. et Mme DERVILLEE.
- PRET A USAGE - FLOIRAC – 1 rue George Litalien – Commune.
- CONVENTION D'UTILISATION D'IMMNEUBLES ENTRE SERVICES - BLANQUEFORT – rue du Port du Roy – Direction des Grands travaux.

POLE DE LA PROXIMITE

Direction de la Voirie

- 2013/1903 – Bordeaux – Classement de la rue Anciens Combattants d'Afrique (prolongement de la rue Belle Etoile) et des parcelles longitudinales rue Eugène Leroy.
- 2013/1981 – Villenave d'Ornon – Classement du chemin des Foins.
- Arrêté n°2013/2087 du 12 décembre 2013 – Autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public routier, par mise à disposition, délivrée à la Ville de Bordeaux, pour l'aménagement d'une emprise constitutive du domaine public routier communautaire en espace vert.

- Arrêté n°2013/2167 du 23 décembre 2013 – Mérignac – rue du Béarn et parking attenant – Déclassement d'une emprise de 659 m².

Communication effectuée

M. le Président Vincent FELTESSE souhaite ses meilleurs vœux pour cette nouvelle année 2014 à eux-mêmes et à leurs proches, sachant qu'il aura l'occasion de présenter ses vœux au personnel et à ce qu'il est convenu d'appeler les « forces vives », les 30 et 31 janvier, ce qui se fera dans le hall de l'Hôtel de la Communauté urbaine de Bordeaux, dont les travaux de réhabilitation sont quasiment finis et qu'ils ont visité au mois de décembre.

Puis il annonce que le service des Bluecub a été lancé avec un certain succès le 9 janvier, que la maquette des Bassins à flot a été présentée, tandis qu'un certain nombre d'opérations continuent à se dérouler. Il précise que le 1^{er} février à 10 heures 30, ils inaugureront une nouvelle station de tramway, la station « Berges du Lac », qui correspondra à la première extension effective de la troisième phase du tramway.

Il fait observer qu'ils ont un ordre du jour a priori particulièrement léger, et ils verront bien s'il y a des sujets qui arrivent, au-delà des délibérations qui sont prévues.

Il invite le Secrétaire de séance à donner lecture des affaires proposées pour un regroupement.

M. Michel HÉRITIÉ donne lecture de la liste correspondante.

Mme Michèle ISTE annonce que les élus Communistes et Républicains s'abstiendront sur la 9 relative à la ZAC de Bègles et voteront contre les VEFA, c'est-à-dire les dossiers 23, 24, 25.

M. le Président Vincent FELTESSE, après s'être assuré que cette proposition de regroupement recueillait l'accord unanime du Conseil, met aux voix ces délibérations.

Les affaires regroupées sont les suivantes :

AFFAIRES REGROUPEES

M. DAVID

2014/1/ 1 Marchés publics - BORDEAUX - Aménagement de la place Tourny et des cours de Verdun et Clémenceau - Marché de maîtrise d'œuvre - Attribution et Autorisation de signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DAVID

2014/1/ 3 BORDEAUX - Convention de co-maîtrise d'ouvrage concernant la réalisation du trottoir du cours de la Marne sur la place André Meunier- Approbation - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DAVID

2014/1/ 4 CARBON-BLANC/LORMONT : requalification de l'ensemble de l'axe central de Carbon-Blanc entre l'avenue Austin Conte et l'avenue de la Gardette à Lormont. Contrat de co-développement 2012/2014 - Dossier définitif du projet - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DAVID

2014/1/ 5 SAINT-AUBIN DE MEDOC - Route départementale n° 1215 Route de Saint- Médard accès zone artisanale Euromédoc. - Aménagement du carrefour de Bébian - Convention de co-maîtrise d'ouvrage - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. DAVID

2014/1/ 6 Marchés publics - BRUGES SIM Bordeaux Fret - Aménagement d'un giratoire allée de la Réserve / rue de Fieuzal - Appel d'offres ouvert - Résiliation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. A CAZABONNE

2014/1/ 7 Marchés publics - Prestations photographiques pour le compte de la Communauté urbaine de Bordeaux - Appel d'offres ouvert - Autorisation de lancement et de signature

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme BOST

2014/1/ 8 FLOIRAC - ZAC des Quais - Marché N° 11348U – Désignation d'un architecte urbaniste coordinateur - Avenant N°1- Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme BOST

2014/1/ 9 BEGLES - ZAC « Quartier de la Mairie » - CRAC 2012 - Approbation

**ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Communistes et
Républicains s'abstient**

Mme CARTRON

2014/1/ 10 Association Compagnie les Marches de l'Eté - Organisation de la manifestation 30'30" Les rencontres de la forme courte du 27 janvier au 08 février 2014- Subvention de la Communauté Urbaine de Bordeaux - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme CARTRON

2014/1/ 11 Association Aquitaine Groupement d'Employeurs Culture et économie créative - Scène de Musiques Actuelles d'Agglomération bordelaise 2012-2014 - Subvention de la Communauté Urbaine - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme CARTRON

2014/1/ 12 Contrats de co-développement 2012/2014-Adaptations des contrats- Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. CHAUSSET

2014/1/ 14 Marchés Publics - Réseau tramway 2013/14 - Marché de travaux - Travaux VRD Bordeaux Lac et Claveau (VRD 303) - Marché n°12 147 U - Autorisation de signature d'un avenant n°2.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. CHAUSSET

2014/1/ 15 Marchés Publics - 08 308 U, maîtrise d'œuvre pour l'extension du réseau des transports en commun en site propre - Avenant n°5 - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme FAYET

2014/1/ 16 Aquitanis - Modification de la représentation de la Communauté Urbaine de Bordeaux au Conseil d'Administration - Désignation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ
Désignation effectuée

M. FLORIAN

2014/1/ 17 Bègles Hourcade Nord -Contrat de codéveloppement 2012/2014 - Réalisation de travaux de VRD - Décision de faire - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FLORIAN

2014/1/ 18 Aquitec 2014 - Salon Aquitec du 6 au 8 février 2014 - Subvention de la Communauté urbaine - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FREYGEFOND

2014/1/ 20 Coopération technique avec les communes - observatoire fiscal : fiche action complémentaire à la convention des services comptables et financiers - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FREYGEFOND

2014/1/ 21 Actualisation du taux d'intérêt pris comme référence pour l'évaluation des frais financiers grevant le coût des réserves foncières acquises par la Communauté urbaine de Bordeaux en 2013 - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FREYGEFOND

2014/1/ 22 LORMONT - AQUITANIS, Office Public de l'Habitat (OPH) de la Communauté Urbaine de Bordeaux - Charge foncière et construction d'une résidence solidaire de 53 logements collectifs locatifs et 18 logements collectifs locatifs plots greffés sur bâtiments existants, rue des Arts, résidence "Bois Fleuri"- Emprunts de 665.619 € et 4.273.663 €, de type PLS, et de 4.745584 €, complémentaire au PLS, auprès de la CDC - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. FREYGEFOND

2014/1/ 23 VILLENAVE D'ORNON - Société Anonyme d'HLM COOPERATION ET FAMILLE - Charge foncière et acquisition en VEFA de 8 logements collectifs locatifs, Résidence "Villa Beauséjour", 26 chemin de Méchives - Emprunts de 30.123 € et 90.962 €, du type PLAI, et de 126.613 € et 328.330€, du type PLUS, auprès de la CDC - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

**Le groupe des élus Communistes et
Républicains vote contre**

M. FREYGEFOND

2014/1/ 24 MERIGNAC - Société Anonyme d'HLM MESOLIA HABITAT - Charge foncière et acquisition en VEFA de 8 logements collectifs locatifs, Résidence "Central Avenue", 54-56 rue Château Thierry - Emprunts de 59.953 € et 102.671 €, du type PLAI, et de 265.196 € et 460.415 €, du type PLUS, auprès de la CDC - Garantie - Autorisation

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

**Le groupe des élus Communistes et
Républicains vote contre**

M. FREYGEFOND

2014/1/ 25 EYSINES - Société d'Economie Mixte Immobilière de la Ville de Blanquefort (SEMI de Blanquefort) - Acquisition en VEFA de 7 logements collectifs en location-accession, 298, avenue du Médoc, résidence "Villa YSATIS" - Emprunt principal de 1.091.510 €, de type PSLA, auprès de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes - Garantie - Autorisation

**ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Communistes et
Républicains vote contre**

M. GAÜZERE

2014/1/ 26 Poste de chargé du suivi économique des délégataires eau et assainissement à la direction de l'Eau au pôle proximité - Recours à un agent contractuel - Autorisation - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. HERITIE

2014/1/ 27 LGV SEA - convention relative au rétablissement des voiries communautaires intersectées et à la création de voies nouvelles dans le cadre de la construction de la LGV Sud Europe Atlantique Tours-Bordeaux - Approbation - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2014/1/ 28 Ecole maternelle Charles Perrault - Transfert en pleine propriété à la Commune de Cenon - Convention - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2014/1/ 29 Marchés Publics - Restructuration de l'Hôtel de la Communauté Urbaine de Bordeaux - Lot 5 : Cloisons - Faux-plafonds - Plâtrerie. - Marché n° 09170U - Avenant n° 3

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2014/1/ 29 Marchés Publics - Restructuration de l'Hôtel de la Communauté Urbaine de Bordeaux - Lot 3 : Menuiseries bois intérieures - Signalétique - Stores acoustiques - Marché n° 08351U - Avenant n° 2

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2014/1/ 31 Marchés Publics. Restructuration de l'Hôtel de la Communauté urbaine de Bordeaux : Lot 8 : Ascenseurs. - Marché n° 09380U - Avenant n° 2.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2014/1/ 32 Marchés publics. Restructuration de l'Hôtel de la Communauté urbaine de Bordeaux. - Lot 9 : Energie - GTC - Electricité - Sécurité Incendie. - Marché n° 08352U - Avenant n° 5.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2014/1/ 33 Prise en charge par la Communauté Urbaine des dépenses de fonctionnement des groupes politiques constitués au sein du Conseil pour l'année 2014 - Approbation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme ISTE

2014/1/ 34 Appel à projet de la Communauté Urbaine de Bordeaux - Attribution d'une dotation d'accompagnement au changement par ECOFOLIO pour l'extension de l'expérimentation du tri du papier de bureaux en flux dédié - Autorisation de signature d'une convention.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. LABARDIN

2014/1/ 35 Appel d'offres ouvert - Choix du prestataire pour la mission de révision de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) de Lormont en Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP)

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. LABARDIN

2014/1/ 36 Partenariat avec l'A'URBA - Subvention 2014 - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. OLIVIER

2014/1/ 37 Etude urbaine et de mobilité pour le boulevard Jean-Jacques Bosc - Convention d'étude partenariale avec l'Etablissement Public d'Aménagement Bordeaux-Euratlantique - Approbation - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. PIERRE

2014/1/ 38 Gestion des Risques Naturels - Ouvrages de protection de la Rive Droite sud - Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage du SPIRD à La Cub pour la réalisation de travaux de confortement et de réhabilitation - Approbation - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ROSSIGNOL PUECH

2014/1/ 39 Mois de l'économie sociale et solidaire 2013 - Remise des 3 prix "Coup de coeur de l'initiative sociale et solidaire" par la CUB - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. ROSSIGNOL PUECH

2014/1/ 40 Association Récup'R - Soutien communautaire au fonctionnement - Convention - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Mme de FRANÇOIS

2014/1/ 41 Prolongation expérimentation de services numériques - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2014/1/ 42 MERIGNAC - BORDEAUX - PAE Montesquieu - rue Pasteur - Cession à la Ville de Mérignac des parcelles cadastrées VO 123 - BS 169 - Décision - Autorisations

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2014/1/ 43 SAINT MEDARD EN JALLES - Immeuble bâti situé 29 place de la République, cadastré AY 399 - Mise à disposition et cession à la Commune - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2014/1/ 44 BLANQUEFORT - Programme de logements sociaux diffus - Opération "La Roseraie"- Cession à la SEMI de Blanquefort d'un terrain nu situé avenues du Général de Gaulle et du 8 Mai 1945, cadastré BW 259 (p), d'une superficie d'environ 2715 m² - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2014/1/ 45 Bordeaux St Jean - Convention pluriannuelle de projet de rénovation urbaine -Avenant n°3 de clôture d'opération portant sur des dispositions techniques et financières et versement globalisé de la subvention au titre du Plan Stratégique Local (PSL) de la CUB - Décisions- Autorisations

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TOUZEAU

2014/1/ 46 Avenant n°5 portant modification de la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public du Grand Projet des Villes des Hauts de Garonne : prorogation d'activité au 31/12/2014 - Versement de la participation communautaire complémentaire au budget de fonctionnement du GIP/GPV des Hauts de Garonne pour l'année 2014 - Décisions

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2014/1/ 47 Territoire communautaire - Extension des conditions d'application de la taxe de mise en conformité pour les refus d'accès à la propriété - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2014/1/ 48 Auto-surveillance des systèmes d'assainissement - Phase 2 - Sollicitation d'aide de l'agence de l'Eau Adour Garonne - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2014/1/ 49 Marchés Publics - n° 12105U - Hydrocurage et inspection télévisuelle de réseaux d'assainissement - Lot n° 4 : Stations de Clos de Hilde et de Louis Fargue - Appel d'offres ouvert - Avenant n° 1 - Décision - Autorisation -

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2014/1/ 50 Colloque sur l'optimisation de la gestion des systèmes d'assainissement pour la protection des milieux aquatiques - Subvention - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2014/1/ 51 Contrat territorial pour la gestion durable de l'eau des Nappes Profondes de Gironde Années 2014-2018 - Autorisation - Décision

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2014/1/ 52 Programmation des travaux relatifs aux développements des réseaux locaux eaux usées, aux réseaux structurants et ouvrages (fonds conjoncturel) et au renouvellement des canalisations pour 2014

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2014/1/ 53 Accord cadre 2013/2018 entre la Communauté urbaine de Bordeaux et l'Agence de l'Eau Adour Garonne pour la gestion durable et solidaire de l'eau - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2014/1/ 54 Marchés Publics - Hydrocurage et inspection télévisuelle de réseaux d'assainissement sur le territoire de la Communauté urbaine de Bordeaux - Appel d'offres ouvert - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. TURON

2014/1/ 55 Convention de participation financière entre le syndicat mixte du bassin versant du ruisseau le Gua et la Communauté urbaine de Bordeaux (Cub) pour la réalisation d'une étude hydraulique sur le bassin versant du ruisseau du Gua - Décision - Autorisation

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. le Président Vincent FELTESSE précise au préalable, puisque les journalistes lui posaient la question, que tous les ordres du jour ne seront pas aussi légers que ce Conseil, et que celui du mois de février aura un ordre du jour vraisemblablement plus chargé puisqu'en tout cas, il y aura le nouveau règlement d'intervention sur l'habitat qui est passé en Bureau. Normalement, le dernier Conseil se tient au mois de février, mais il se réserve la possibilité d'en rajouter un s'il y avait des dossiers le justifiant, et il pense notamment à certains collègues qui, de toute façon, ne seront pas présents à la prochaine mandature et qui portent des affaires. Il pense par exemple à la grande salle de spectacle, qui a été portée par Françoise CARTRON, et il pourrait donc y avoir éventuellement un Conseil au mois de mars, mais si l'on peut tout faire passer en février, cela serait une meilleure chose à son avis.

AFFAIRES DEGROUPEES

M. DAVID

2014/1/ 2 Marchés publics - Fourniture de matériaux de voirie (Granulats) - 2014-2018 - Marché négocié après appel d'offres ouvert infructueux - Autorisation de signature

M. Vincent MAURIN voudrait, à l'occasion de cette délibération, alerter sur la question du transport de matériaux sur notre agglomération. Ils savent tous que des chantiers aux besoins énormes sont en cours des deux côtés de la Garonne, au sud comme au nord, et principalement sur les rives bordelaises, sans que notre agglomération n'ait réfléchi à une dotation de moyens de transport écologiques de ces millions de tonnes de matériaux, granulats et autres ; et cela alors même que le groupe des élus Communistes et Républicains a plusieurs fois interpellé dans cette enceinte, comme dans le cadre d'Euratlantique, sur l'urgence d'envisager des transports de matériaux par voie fluviale. À leur connaissance, le site de Grattequina peut accueillir ce type de transports aujourd'hui, ce qui prouve l'intérêt de cette démarche, mais selon eux, cela reste largement insuffisant. Il le dit avec d'autant plus de force qu'il a eu récemment l'occasion de rencontrer un chef d'entreprise du secteur Euratlantique, qui déclarait sa disponibilité à expérimenter ce type de transports et notamment en lien avec la batellerie qui existait autrefois sur le chantier de Sainte-Croix. Il semble que comme sur les Bassins à flot, le Maire de Bordeaux - mais pas tout seul - ait fait valoir que l'activité productive n'avait plus sa place en ville. Il s'oppose à cette vision et regrette que la CUB n'ait pas pu, sur Euratlantique comme aux Bassins à flot, réussir à débloquer la situation. Face au blocage maintenant assumé par le Maire de Bordeaux, il estime que leur établissement doit en effet prendre toutes ses responsabilités, afin que notre agglomération se donne tous les moyens de faire vivre son potentiel industriel. Cela est d'autant plus urgent à ses yeux, que ces expériences sur le transport de granulats auraient dû leur servir d'expérimentation, avant une utilisation du fleuve pour d'autres types de transports de marchandises, comme cela se fait aujourd'hui dans tant de villes portuaires. Il rappelle qu'une péniche de marchandises, ce sont plus de 15 camions en moins sur leurs routes.

Il considère donc cela comme une opportunité d'un chantier écologique, créateur d'emplois, qui n'attend que la volonté politique des élus, car on sait que d'autres grandes agglomérations ont une réflexion très avancée sur le transport de déchets, de marchandises, voire une réflexion sur des circuits courts de transport de marchandises urbaines, par les voies fluviales ou les canaux dans les agglomérations où il y en a. Il trouve qu'ils sont très en retard sur cette question de la réutilisation du fleuve pour ce type de transports, et que l'on ne peut pas se contenter aujourd'hui d'une visée bordelaise, simplement en attendant de nouveaux paquebots de croisière, aussi important cela représente-t-il pour Bordeaux en termes d'emplois, d'image, etc. Il pense qu'il y a un chantier important à créer autour de ce transport de marchandises, à la fois intra-agglomération, mais également avec une réflexion départementale, en utilisant cette ligne de vie que pourrait constituer la Garonne pour une desserte un peu plus généralisée de leur département.

Il estime que c'est un chantier qu'il leur faudra très rapidement mettre à l'ordre du jour.

M. Pierre HURMIC précise que ce n'est pas leur Groupe qui a demandé le dégroupement de cette délibération, mais ils entendent néanmoins en profiter pour rappeler quelques

points de vigilance en matière d'approvisionnement des granulats, mais aussi, d'un autre côté, en matière de transports.

Il tient d'abord à rappeler des choses essentielles sur l'approvisionnement, à savoir que le granulat est la seconde matière première utilisée en France après l'eau, ce qui donne une idée de son importance, puisqu'elle est indispensable à l'aménagement du territoire, notamment à la construction de logements, l'entretien des voies de communication et globalement, à l'amélioration du cadre de vie.

Pour illustrer ce propos, il cite quelques exemples très parlants et notamment qu'il faut 400 tonnes de granulats pour construire une maison, 30 000 tonnes de granulats pour un kilomètre de routes et 300 000 tonnes pour un stade sportif standard. Il ne parle pas, naturellement, de ce que représente un grand stade de 43 000 places, car il n'a pas les chiffres. C'est pourquoi les élus EELV sont soucieux de l'impact environnemental émanant de l'activité d'extraction des granulats terrestres ou alluvionnaires, cette dernière ayant des conséquences désastreuses pour l'environnement marin, et posant un problème de cohabitation avec les ressources halieutiques, car les zones de gisements sont aussi souvent des zones riches sur le plan de la biodiversité, sur le plan des frayères et des nourriceries, et les secteurs de vie des poissons. L'on parle beaucoup de pibales en ce moment, l'on a même baptisé un vélo bordelais de ce nom-là, mais il confirme que les gravières ont des conséquences importantes sur la vie des pibales, et il est vrai que les écologistes sont à l'origine de la plupart des interdictions des gravières qui avaient jour, encore ces dernières années, dans le lit de la Garonne. Ils sont donc inquiets sur le fait que des sources d'approvisionnement alluvionnaires peuvent encore persister. Il tient à rappeler ici qu'il y a l'important projet d'extraction de granulats au large du Verdon qui est actuellement à l'étude, et qu'au moment où l'on parle beaucoup de l'érosion, notamment sur cette côte, près du Verdon, il est certain que l'écologie étant une vision totalement globale de la nature, les approvisionnements en granulats peuvent aussi avoir des conséquences sur l'érosion de nos côtes.

Pour ces raisons, il leur semble indispensable d'introduire dans le cahier des charges, des critères environnementaux, favorisant ou en tout cas attirant l'attention de leurs prestataires, sur les filières de granulats recyclés. À cet égard, ils estiment qu'un travail conjoint doit être mené avec le Département, dans le cadre de la révision du Plan départemental des déchets, qui intègre dorénavant les déchets du BTP pour faciliter le développement de ces filières. Il croit qu'il est intéressant que la Communauté urbaine de Bordeaux s'y intéresse aussi.

Enfin, il considère que des critères en matière de transport doivent être intégrés pour privilégier un approvisionnement par rail ou par voie fluviale, comme Vincent MAURIN vient de le rappeler, car il faut savoir que près de 90 % des granulats sont transportés sur route, entraînant des émissions moyennes de 160 g de CO₂ par tonne et par kilomètre, soit quatre fois plus que le CO₂ par tonne et par kilomètre qui est généré par le fret ferroviaire.

Concernant les conséquences de l'extraction des granulats, au moment où la Communauté urbaine de Bordeaux se préoccupe beaucoup, et à juste titre, du risque inondations, il les informe qu'en grande partie, l'aggravation de ce risque inondations a été générée par le fait que le lit de la Garonne a été largement pillé par de nombreuses extractions, ce qui a grandement contribué à aggraver le risque inondations sur notre territoire. Ce n'est pas un petit sujet à son avis, et puisque l'on a demandé de l'aborder, il souhaitait donc qu'on les

autorise à faire effectivement ces remarques, auxquelles ils sont attachées, sur le problème de l'extraction des granulats.

M. Jean-Pierre TURON souligne que comme on vient de le montrer, les besoins en granulats sont de plus en plus importants, alors que la production locale ne cesse de baisser, pour différentes raisons, dont une qui vient d'être évoquée maintenant.

Il précise cependant qu'il y a une part importante du granulat qui vient d'importation, et pour exemple, sur le Port de Bordeaux, sur le site de Bassens pour le moment, ce sont près d'un million de tonnes d'arrivée maritime pour l'année 2013, ce qui est pratiquement le doublement de 2012, et en 2014, il y a des projections extrêmement importantes. Il fait donc observer qu'il y a donc une arrivée du maritime qui se fait déjà d'une manière non négligeable et exponentielle.

Il ajoute qu'il y a aussi, même si ce n'est pas assez important, des arrivées par train de granulats, de Charente en particulier. Cependant, puisque cela se passe aussi sur le territoire de Bassens, il note les défaillances de la SNCF qui font qu'un certain nombre de trains pourraient être utilisés, mais qu'il y a parfois des renoncements, et il y a là un progrès considérable à faire dans les contacts avec la SNCF concernant sa volonté de véritablement transporter des granulats. Il indique que ce qui est vrai sur la rive droite est encore plus vrai par rapport à Hourcade, puisqu'il faut véritablement prendre le problème par ce côté aussi.

Il rappelle que le Grand Port Maritime de Bordeaux est en train de créer un terminal granulats à Grattequina, ce qui ne veut pas dire que cela sera le lieu unique, parce qu'en effet, il faut raisonner rive gauche et rive droite, puisque le basculement d'un côté à l'autre du trafic ne pourrait se faire, souvent, que par camion. C'est là que doit intervenir le fleuve, et il signale que dans le projet stratégique du Port qui est en cours d'élaboration, cette question de l'utilisation du fleuve est tout à fait à l'ordre du jour, cette prise de conscience s'étant faite à partir d'une réunion qui avait eu lieu à Bordeaux avec l'Association internationale Villes et Ports, où l'on avait des exemples d'autres villes qui l'utilisaient pour le transport, et en particulier du fret lourd par barge ou par bateau adapté plutôt que par poids lourds. Il précise qu'il y avait eu des contacts avec l'EPA Euratlantique, pour justement travailler cette question, et il pense que la CUB est en train d'engager une étude d'opportunité pour la logistique urbaine, qui doit en effet prendre en compte cette donnée de l'utilisation du fleuve qui apparaît absolument possible, mais encore faut-il qu'il y ait des lieux identifiés de débarquement ou d'embarquement, et cela avec une certaine diversité. Sinon, s'il y a un point unique, il souligne que l'on arrive à la problématique qu'après, il faut redisperser. C'est une réflexion fine qu'il faut mener, et il a déjà noté le rôle de la SNCF, sachant que le fleuve doit pouvoir en effet resservir pour le transport de ces pondéreux et en particulier des granulats.

Quant à la question qui a été évoquée tout à l'heure sur l'utilisation des matériaux de déconstruction, il indique que c'est déjà extrêmement développé. Il signale simplement qu'au niveau des territoires qui reçoivent un travail de reconditionnement, cela nécessite de l'espace, pour un rapport pour la collectivité qui est pratiquement nul, malgré un territoire qui est occupé. Et donc il estime qu'à un moment donné, il va falloir se préoccuper aussi des secteurs qui créent des richesses avec une valeur ajoutée extrêmement importante, mais qui sont conditionnés, parce qu'il y a des territoires aussi, où il y a des activités à faible valeur ajoutée, mais qui conditionnent les territoires et le développement d'activités dans les secteurs d'activité.

Il lui paraît donc extrêmement nécessaire d'avoir une réflexion poussée sur ces deux thèmes.

M. Alain DAVID indique que bien sûr, ils vont l'intégrer dans leur réflexion, en particulier sur le transport des granulats, mais c'est un problème tel que son collègue l'a développé et expliqué, et c'est un phénomène largement plus important qui concerne l'ensemble des marchandises en général, et en particulier des matériaux.

M. le Président Vincent FELTESSE met aux voix cette délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

M. D CAZABONNE

2014/1/ 13 Marchés Publics - Lavage des conteneurs d'ordures ménagères résiduelles de la collecte mécanisée sur l'hyper centre de Bordeaux - Appel d'offres - Autorisation

M. Jean-Claude FEUGAS précise que les élus Communistes et Républicains valident cet appel d'offres qui s'effectue dans le cadre d'un contrat de codéveloppement. Toutefois, avec cette délibération, leur Groupe tient à répéter ses positions sur ce sujet qui touche tant à la santé des agents et des usagers qu'à l'environnement, et donc, à la qualité du service public. Il rappelle que leur Groupe a été le seul, lors du Conseil du 2 octobre 2009, à s'opposer à l'abandon du lavage des conteneurs sur l'ensemble de la Communauté urbaine, et depuis, si l'hyper-centre de Bordeaux bénéficie encore de ce service, c'est grâce à son insertion dans le cadre du contrat de développement Ville de Bordeaux/Communauté urbaine. Il fait observer que l'argument de la spécificité de ce secteur pour le lavage, à savoir « zone d'habitat très dense et très peu d'espaces extérieurs », peut s'appliquer dans d'autres lieux, tels les centres-villes de l'agglomération, et ils dénonçaient alors l'inégalité de traitement des usagers quant à l'accès au service public qu'entraînait cette décision, motivée principalement par une nécessité d'économie consécutive à des désengagements financiers de l'État.

Mais, avec la politique d'austérité en cours, il demande à quelles autres nécessités d'économie ou nouvelles financières ils vont devoir faire face. Ils mettent en avant les enjeux environnementaux, tel le lavage par des véhicules spécialisés avec des produits adéquats, et notamment la récupération des eaux souillées, assurant ainsi la garantie d'un nettoyage correct, par une désinfection appropriée, et de fait, permettant une manipulation par les agents et les usagers de conteneurs entretenus et favorables à leur santé. Il ajoute aussi que dans le cadre des réunions de concertation pour la mise en place de la R 437 dans le service de la collecte des ordures ménagères, les syndicats ont abordé ce sujet lors de la réunion du 5 avril 2013.

Il fait remarquer à **M. le Président** que ces arguments qu'ils avançaient à l'époque sont toujours d'actualité. Ils réitèrent donc leurs propositions, à savoir le rétablissement de la prise en charge du lavage des conteneurs par la CUB sur l'ensemble de son territoire en intégrant ce lavage dans un nouveau service au sein de la régie de la collecte et de traitement des déchets ; l'étude d'un reclassement de certains personnels des OM pourrait aussi alors s'envisager dans ce cadre d'activité.

M. Pierre HURMIC signale que ce ne sont pas les élus EELV qui ont demandé le dégroupement, mais ils entendent également profiter de cette demande pour rappeler leur position face à ce problème.

Il rappelle qu'en commission « déchets », il a voté contre cette délibération, en indiquant que leur Groupe y était effectivement tout à fait hostile. Il indique qu'ils ne comprennent pas la logique de ce service de nettoyage des bacs, qui perdure dans l'hyper-centre de Bordeaux, alors qu'à leur satisfaction, ce service a été supprimé sur le reste de la Communauté urbaine. Ils ont donc une position totalement opposée à celle qui vient d'être défendue par le Groupe communiste.

Il précise qu'ils sont opposés à ce nettoyage pour cinq brèves raisons, la première étant que l'hyper-centre de Bordeaux bénéficie de ce service, contrairement aux autres secteurs de Bordeaux et aux autres communes, ce qui n'offre pas un service public équitable sur l'ensemble de la Communauté urbaine, et c'est là le seul point de convergence qu'il peut avoir avec leur collègue Communiste, même s'il n'en tire pas les mêmes conséquences. Il est d'accord avec lui pour dire qu'il y a d'autres zones d'habitat dense dans Bordeaux et dans les autres communes de la Communauté urbaine qui présentent les mêmes caractéristiques que l'hyper-centre de Bordeaux. Ou s'il y a des caractéristiques spécifiques à l'hyper-centre de Bordeaux, il estime que c'est le problème des bacs individuels qu'il faut régler et non pas simplement le problème de leur nettoyage, qui n'est qu'un tout petit aspect du problème. Il considère donc que le problème doit être réglé dans sa globalité, et non pas seulement sur cet aspect extrêmement marginal qu'est le nettoyage des bacs.

Sa deuxième raison est que la délibération leur dit que le nettoyage est imposé à chacun par la recommandation R 437 de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, et il a eu la curiosité de voir ce que disait effectivement cette recommandation destinée à protéger ceux qui assurent la collecte de leurs déchets. Il signale que la CNAM dit simplement que le donneur d'ordre, c'est-à-dire eux en l'occurrence, doit s'assurer du nettoyage régulier des conteneurs. Il fait donc observer que c'est une obligation qui pèse sur eux, non pas uniquement pour l'hyper-centre de Bordeaux, mais naturellement pour toute la Communauté urbaine, et ils doivent respecter ces prescriptions de la CNAM.

Quant à la troisième raison d'opposition, l'expérience leur a appris que le lavage de ces bacs, dont on leur dit qu'il intervient deux à quatre fois par an, n'était pas efficace, les bacs lavés étant à nouveau d'abord rapidement salis mais aussi, sur l'efficacité du service, une simple enquête dans le centre de Bordeaux les amènera à conclure que beaucoup de Bordelais se plaignent qu'ils sont très mal avertis du fait que le service de nettoyage passe ; souvent deux dates sont données, et l'on ne sait jamais à quelle date précise ils passeront, la deuxième date étant fréquemment pendant les week-ends, ce qui oblige les habitants du centre-ville à laisser leurs poubelles dehors pendant tout un week-end, ce qui est précisément ce qu'ils tiennent à éviter. Ils considèrent que la CITEC, qui est le nouvel attributaire de ce marché, remplit jusqu'à présent mal son travail de nettoyage des bacs, et que c'est un service qui est très partiellement rendu aux Bordelais de l'hyper-centre.

Comme quatrième raison d'opposition, ils estiment qu'il est logique que chaque citoyen habitant de l'hyper-centre ou pas, ait la responsabilité de laver son bac, considérant que cela n'est pas compliqué. Beaucoup d'habitants de Bordeaux le font, et il répète que ce n'est pas compliqué de nettoyer son bac et que ce n'est pas compliqué de ne pas le salir, si

l'on met, conformément aux prescriptions, les déchets résiduels dans des sacs plastiques ; normalement, on ne doit pas avoir ainsi, un bac qui a régulièrement besoin d'être lavé par une entreprise extérieure. Pour cela, ils estiment que cette délibération va dans le sens d'une déresponsabilisation de certains habitants, alors que pour eux, la propreté, c'est l'affaire de tous et ce n'est pas quelque chose que l'on délègue aussi facilement à la collectivité.

Enfin, la cinquième et dernière raison qui fait qu'ils sont opposés à cette délibération, c'est son coût qui est tout de même de 135 600 € HT. Au moment où il faut faire des économies, ils considèrent qu'il n'y en a pas de petites, et celle-là en est une assez substantielle, que l'on pourrait facilement réaliser. Il pense qu'il serait bien qu'à chaque Conseil de Communauté urbaine de Bordeaux, ils prennent comme cela, des dépenses qui ne sont pas du tout prioritaires, pour dire qu'ils vont faire des économies. Il estime que comme cela, ils vont arriver à un budget qui sera beaucoup économe des deniers publics.

Donc, pour l'ensemble de ces cinq raisons qu'il vient de développer, il annonce que leur Groupe votera résolument contre cette délibération.

M. Maxime MOULINIER pense qu'il ne va pas être très original, puisqu'il a dit assez régulièrement que l'hyper-centre a tout de même une morphologie très particulière. Il veut bien qu'il y ait des Bordelais qui nettoient leurs poubelles, mais il pense que majoritairement, il y a de nombreuses difficultés. Il rappelle également que cette opération est comprise dans le cadre d'un contrat de codéveloppement, et que ce n'est pas une opération qui a été décidée comme cela, de façon exceptionnelle, pour la ville de Bordeaux. C'est en effet la Ville de Bordeaux qui l'a inclus dans son CODEV ; or, les autres ne l'ont pas incluse et il souligne que si elles voulaient le mettre en place, il faudrait modifier les CODEV.

En ce qui concerne le coût, 135 000 €, il reconnaît qu'il n'y a pas, certes, de petites économies, et il d'accord avec Pierre HURMIC sur ce point, sauf que s'ils le remettent en place comme cela a été évoqué lorsqu'ils l'ont supprimé, cela représente 2 M€ supplémentaires et il pense que cela n'est pas neutre, d'autant qu'aujourd'hui, l'on s'aperçoit, dans les collectivités qui n'ont pas le lavage, que c'est une opération qui est comprise. Quand ils l'ont arrêtée, ils ont eu quelques remarques désobligeantes, mais, petit à petit, cette opération ne se faisant plus, les gens se sont habitués à faire les lavages et il pense que c'est une opération qui ne nécessite pas le redéploiement, pour une dépense de 2 M€.

M. Didier CAZABONNE voudrait d'abord remercier Maxime MOULINIER qui a répondu en partie aux remarques qui ont été faites, mais c'est tout à fait naturel à son avis, puisqu'il siège avec assiduité et compétence à la commission des Déchets.

Il constate entre les deux interventions, celle de Jean-Claude FEUGAS et celle de Pierre HURMIC, que l'un veut l'étendre à toute la Communauté urbaine, et l'autre veut le supprimer totalement. Il indique à l'attention de M. le Président, que ce n'est pas lui qui peut répondre à cette demande, et il rappellera donc simplement ce qui vient d'être dit, à savoir que cela concerne seulement, dans le cadre d'un contrat de codéveloppement, l'hyper-centre-ville de Bordeaux, où chacun, comme vient de le dire Maxime MOULINIER, comprend très bien que la nature de l'urbanisme, les conditions dans lesquelles les habitants gèrent leurs déchets, sont tout à fait particulières. Il est personnellement tout à fait d'accord pour qu'il y ait une réflexion sur l'évolution de la situation des conteneurs

individuels à domicile, et il y a même très longtemps qu'il l'a souhaité, sachant qu'il n'avait pas désiré l'extension à deux conteneurs à domicile dans cet hyper-centre-ville.

Pour le reste, il indique que le passage en régie au niveau de la Communauté urbaine de Bordeaux, est une prestation qui nécessite techniquement 88 jours de travail par an pour un agent, ce qui n'est pas compatible avec le travail normal des agents de la Communauté urbaine de Bordeaux.

Il ajoute que deuxièmement, sur le recours aux agents qui sont « hors service », il est apparu dans les études qui ont été faites, que les aptitudes physiques nécessaires pour le lavage du bac sont identiques à celles des agents qui collectent les ordures ménagères, et donc, s'ils sont inaptes pour collecter les ordures ménagères, ils seraient inaptes pour le lavage des bacs.

Troisièmement, il signale que, sur le simple secteur du centre-ville, l'investissement des matériels, compte tenu justement du faible nombre de jours de travail par an, ne serait pas du tout rentable sur le plan de l'amortissement.

Et enfin, comme dernière réflexion, il indique qu'ils entendent ou reçoivent un certain nombre de courriers auxquels ils répondent protestant sur tel ou tel aspect, comme « *Je n'ai pas été collecté, j'ai eu des déchets dans la rue* » ou « *Ce n'est pas moi qui l'ai fait, j'ai été verbalisé indûment* », mais sur le lavage des bacs, il fait remarquer à Pierre HURMIC qu'il est la seule personne à avoir réclamé car son bac n'était pas lavé correctement. Il pense qu'il y en a d'autres qui n'écrivent pas, mais il faut savoir aussi comment cela se passe, et il précise que le camion de lavage suit la collecte qui, elle, va plus vite. Il souligne que c'est plus facile de lever un conteneur et le vider que de laver les bacs et donc, il y a un décalage qui se fait et, effectivement, c'est sur deux jours que l'opération a lieu, mais l'on ne sait pas la veille si c'est le jour même ou si ce sera le lendemain, dans la mesure où le lavage n'est pas terminé. Alors, il peut y avoir des désagréments, reconnaît-il, mais cela sous-entendrait, lorsque la collecte n'est faite que le samedi, que si le jour tombe fatalement un dimanche, il faudrait donc revoir l'ensemble du dispositif de la collecte. Tout est possible à faire et à étudier, mais il estime que cela serait d'une lourdeur administrative et d'une complexité pour les services, qui l'amène à dire qu'il faut en rester à ce qui existe aujourd'hui, surtout qu'il s'agit effectivement d'un dossier dans le cadre du contrat de codéveloppement signé par la Ville de Bordeaux.

M. le Président Vincent FELTESSE propose donc de mettre aux voix cette délibération.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Europe Ecologie les Verts vote contre

M. FREYGEFOND

2014/1/ 19 Fiscalité professionnelle unique - Cotisation Foncière des Entreprises - Cotisation minimum - Décision

M. Max GUICHARD fait observer, comme ils peuvent le voir, que son camarade Jean-Claude GALAN n'est pas présent ce matin, ce qui est fort dommage pour lui, parce qu'il

aurait vraiment aimé faire cette intervention, et une fois encore, il aurait eu l'occasion dans cette enceinte de qualifier « d'imbécile », cette réforme de la taxe professionnelle.

Déclenchement d'une alarme – suspension de séance de 10 heures 15 à 10 heures 20.

M. le Président Vincent FELTESSE annonce que c'était seulement l'alarme de la zone chantier qui s'était déclenchée et qu'ils vont pouvoir reprendre la séance. Il demande aux uns et aux autres de revenir en séance, afin de pouvoir continuer cette discussion sur cet ...« *impôt imbécile* ».

M. Max GUICHARD reprend qu'il s'agit en effet, d'une réforme « imbécile ». Il invite Pierre HURMIC à l'écouter, parce qu'il demandait que dans le Conseil, l'on fasse des économies, et il va proposer qu'il y ait des recettes supplémentaires, ce qui peut être complémentaire, même s'il ne partage pas sa proposition d'économie.

Puis il poursuit son intervention.

En effet, il souligne que cette réforme, non contente d'avoir enfermé leurs collectivités dans le fameux ciseau dont il a beaucoup été question lors du dernier Conseil, était en effet tellement bien ficelée, que les voilà contraints de délibérer pour la troisième fois consécutive sur les bases minimum, et ils ne peuvent qu'espérer que cette dernière mouture, même s'ils ne l'approuvent pas, sera moins injuste envers les commerçants et artisans que ne l'était la mouture initiale. Mais, cette délibération est évidemment pour eux l'occasion de réaffirmer l'attente forte chez leurs concitoyens d'une réforme de la fiscalité qui tourne le dos aux œuvres de Messieurs Sarkozy, Fillon et JUPPÉ.

Il considère qu'un gouvernement de gauche devrait revenir sur les cadeaux fiscaux offerts au grand patronat. Et reprenant totalement son sérieux, car chaque mot compte, à l'adresse de ses collègues socialistes et écologistes, en toute amitié et respect, il se permet de leur lancer cet appel : « *Réveillez-vous ! Quand le gouvernement fait un chèque de plus de 30 milliards d'euros au patronat pour d'hypothétiques emplois, c'est en réalité l'impôt qui paie les salaires, pendant que les profits continuent de rentrer dans les poches des actionnaires* ».

Les élus Communistes et Républicains réaffirment que pour construire une société à dimension humaine, la droite et la gauche, comme il l'entend trop en ce moment, ne peuvent être la même chose, et que la lutte des classes reste une réalité concrète et dure que l'on ne peut ignorer, brisant ainsi des milliers de vies, les salariés de Goodyear, Ford, Peugeot, Fralib en étant les témoins et les victimes. Et il indique qu'il pourrait quasiment tenir toute la durée du Conseil en développant les multiples exemples. Et puis, il y a les emplois détruits et les emplois que l'on refuse de créer, comme sur les Bassins à flot où là, il voudrait réveiller aussi Alain JUPPÉ.

Tout au contraire, il relève que le gouvernement AYRAULT n'en finit pas d'alléger les charges des entreprises, qui d'ailleurs en demandent toujours plus, mais trouve légitime dans le même temps, d'augmenter l'impôt le plus injuste qui soit, c'est-à-dire la TVA, augmentation dont là aussi, le Conseil du mois de décembre dernier leur a démontré les conséquences très concrètes et quotidiennes sur les missions de service public des collectivités.

Voilà pourquoi ils voteront contre cette délibération. En matière fiscale comme sur d'autres sujets, il signale qu'il y a des millions de leurs concitoyens, toujours en attente de changement, et pour ce qui les concerne, ils ne lâcheront pas !

M. Nicolas FLORIAN souhaite rappeler le sens de cette réforme quand elle a été décidée par l'ancienne majorité, car il constate que Max GUICHARD parlait d'une réforme « imbécile » qui pousse à prendre cette délibération aujourd'hui.

Il rappelle tout de même que le premier à avoir employé ce terme à propos de la taxe professionnelle, c'est le Président Mitterand, dont il sait qu'il ne fait pas partie des références de M. GUICHARD, mais il y en a un certain nombre dans cette salle pour qui c'est le cas. Il souligne que c'est François Mitterand qui avait dit que c'était un « impôt imbécile », et que Lionel Jospin, quand il était Premier ministre, avait confié à un certain nombre de parlementaires, une mission sur des propositions sur l'attractivité des entreprises et déjà à l'époque, il a en souvenir un ancien parlementaire du Parti socialiste, élu parisien, qui disait que cet impôt était très pénalisant pour les entreprises et en particulier pour les sociétés qui déployaient de forts investissements. On pense notamment aux entreprises sur le secteur industriel, et il observe d'ailleurs, que Lionel Jospin ne s'était pas trompé avec son gouvernement, et donc, la première grande réforme de la taxe professionnelle, après 1995, c'est celle de Dominique Strauss-Kahn, qui supprime la part salaires de la taxe professionnelle. Il ajoute qu'à l'époque, il avait été prévu un fonds de compensation pour les collectivités parce que c'était un manque à gagner pour elles, mais qui était provisoire. D'ailleurs, il souligne que l'une des grandes différences entre les réformes qui ont été entreprises après et celle de Lionel Jospin, c'est que là où le gouvernement de François Fillon réforme complètement la taxe professionnelle, il transfère aux collectivités des nouvelles recettes, mais qui sont pérennes, alors que Lionel Jospin grève les recettes des budgets des collectivités, avec une dotation qui est provisoire.

Il précise qu'à l'époque, quand le gouvernement de François Fillon, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, a fait voter cette réforme, l'objectif était d'alléger à hauteur de près de 11 milliards, le poids qui pesait sur les entreprises, dans une situation où il invite à se souvenir que l'économie était en grandes difficultés, ce qui n'a pas beaucoup évolué, aujourd'hui, et il y reviendra. Mais il insiste sur le fait que c'était aussi une mesure pour assurer à leurs entreprises, un minimum de compétitivité et sauver, là où cela était possible, un bon nombre d'emplois.

Il indique que cette réforme a évolué et aujourd'hui, le projet de loi de Finances qui a été voté il y a quelques semaines en est l'illustration, mais il est normal à son sens qu'un tel impôt évolue, et il rappellera que depuis 1975, ce ne sont pas moins de 68 textes de loi qui ont réformé cet impôt.

Aujourd'hui, il n'a pas l'impression que leurs collectivités aient à se plaindre des dotations qui ont été données dans leur budget, et il ira même plus loin, puisqu'au moins, dans les gouvernements de M. Fillon ou avant de M. Villepin, qui à l'époque avait plafonné à 3,5 % de la valeur ajoutée la taxe professionnelle puis une exonération sur 3 ans quand il y avait de nouveaux investissements, les dotations étaient aux rendez-vous, contrairement à ce qu'il se fait aujourd'hui, où le Président de la République leur a de nouveau annoncé mardi qu'il y aurait un nouveau tour de vis sur les dotations des collectivités locales.

Il s'aperçoit d'ailleurs que si cette réforme de 2010 avait véritablement été si pénalisante, il suffisait de la supprimer, car si une mesure fiscale, sociétale, économique, ne convient pas à une nouvelle majorité, elle a toute légitimité pour la transformer ou la supprimer. Il constate aujourd'hui que déjà, au projet de loi de Finances, on assistait aux prémices d'un *aggiornamento* de la majorité actuelle et un principe de réalisme s'applique. Il estime que là par exemple, revoir les tranches va dans le sens de ce qui était réclamé par un certain nombre de leurs collègues et de leurs collectivités, ce qui a pour effet effectivement de priver leurs collectivités de recettes fiscales. C'est d'ailleurs à son avis, annonciateur de la conversion du Président de la République...

M. le Président Vincent FELTESSE lui faisant remarquer qu'en général dans ce cas, il y a **Christophe DUPRAT** derrière qui dit : « *Pas de débat de politique nationale, ici* », **M. Nicolas FLORIAN** lui répond que c'est bien la première fois qu'il entend **M. le Président** dire cela. Il déclare « *Chiche !* » et propose que l'on ressorte tous les PV de cette assemblée entre 2008 et 2012 et l'on verra si effectivement, il n'y a pas eu des débats sur la politique nationale et une incidence tout de même sur leurs finances.

M. le Président Vincent FELTESSE lui demande juste de respecter le règlement intérieur au niveau de la longueur de son intervention.

M. Nicolas FLORIAN en finit sur cet élément annonciateur d'une révision de la politique gouvernementale par le Président de la République qui a annoncé mardi, prévoir un allègement massif des charges qui pèsent sur les entreprises. Il indique qu'ils ne vont pas le dissuader d'aller dans ce sens-là, mais attendent tout de même de savoir comment seront compensés tous ces éléments.

Il se félicite donc de la réforme qui a été prise en 2010 et considère que la délibération qui, aujourd'hui, leur permet de moins pénaliser leurs petites entreprises, va aussi dans le bon sens.

M. Alain ANZIANI souhaite dire quelques mots à son tour sur le contexte qui vient d'être évoqué. Il précise que l'histoire est la suivante : Jacques Chirac crée la taxe professionnelle ; François Mitterrand la dénonce effectivement, la qualifiant d' « impôt imbécile », pour une raison simple, c'est qu'à l'époque, c'était une taxe qui pénalisait l'emploi. Et puis, Nicolas Sarkozy l'a ensuite supprimée pour la remplacer par la Contribution économique territoriale.

Dans les propos de son ami **Max GUICHARD**, il note qu'il y a deux parties : il y en a une sur leur délibération qui est juste et bonne, d'abord, parce qu'en augmentant le nombre de tranches, l'on va éviter les effets de seuil et donc, cela va permettre de prendre en compte la diversité des entreprises. Il souligne que l'entreprise est un monde singulier, et pas un monde que l'on peut globaliser et qu'ensuite, il y a deux tranches intermédiaires qui vont effectivement ne pas avoir le taux maximal, mais, pour une raison simple, qui est que cette cotisation est assise sur les chiffres d'affaires. Il rappelle qu'il y a, notamment dans le commerce, beaucoup d'entreprises qui ont des chiffres d'affaires importants, mais qui n'ont pas forcément des bénéfices importants, et donc, si l'on maintient le taux le plus important sur le chiffre d'affaires, l'on va pénaliser les entreprises, alors qu'elles n'ont pas aujourd'hui des bénéfices importants. Il insiste sur le fait que l'objectif est donc de leur donner un peu

d'oxygène, un peu d'air, et donc favoriser leur activité, sans lesquelles elles ne pourraient pas, sans doute, avoir le même niveau d'activité.

Il considère que la deuxième partie de l'interrogation de Max GUICHARD est plus classique, et ils vont reprendre un dialogue durable entre eux. Il précise que le sens de la réforme qui a été annoncée par le Président de la République ne consiste pas à dire : « *L'on va faire des cadeaux aux uns ou l'on va pénaliser les autres* », mais le sens est de dire comment, aujourd'hui, l'on redresse l'emploi dans un contexte de déficit public chronique. Si l'on veut créer des emplois, il souligne que l'on ne peut le faire sans les entreprises, et si l'on veut créer de l'emploi, il faut des entreprises qui, premièrement, sont en bonne santé et qui deuxièmement, soient aussi concurrentielles. Il indique que ce mot n'est pas forcément un gros mot, et aujourd'hui, si l'on compare la France et l'Allemagne, l'on voit qu'il y a une différence de quinze points de cotisations qui pèsent sur leurs entreprises. Il estime donc que le raisonnement est simple à partir de cela. Il fait observer qu'il y a des cotisations familiales qui pèsent sur les entreprises alors que ce n'est peut-être pas la vocation de celles-ci, ce qui est une vieille discussion qui remonte même à beaucoup plus longtemps que les précisions apportées par Nicolas FLORIAN tout à l'heure. Il ajoute donc qu'à partir de là, on considère que l'entreprise n'a pas à payer les cotisations sociales, ce qui fait 37 milliards d'euros de suppressions de cotisations sur trois ans, ce qui est tout à fait exact.

Il fait observer à Max GUICHARD que l'on ne peut pas dire que cela soit sans compensations, car cela n'est pas vrai. Pour l'objectivité des choses, il précise que la position exprimée par le Président de la République, c'est de dire que c'est avec des contreparties, et premièrement, il n'y aura pas de transfert de charges sur les ménages (ce qui est une assurance), et deuxièmement, cette suppression des cotisations sociales sera financée par des réductions de dépenses. Il reconnaît que c'est une somme qui va être importante, 50 milliards, mais il y aurait tout un autre débat dont ils n'ont pas le temps aujourd'hui. Et en troisième point, il indique que c'est avec des contreparties, car dès le 27 janvier prochain, le Premier ministre va recevoir les différentes branches, puisque la négociation va se faire par branche, pour savoir quels sont les engagements qu'ils prennent en matière d'emploi si l'on réduit les charges. Il observe que cela va être du donnant/donnant ou du gagnant/gagnant...c'est-à-dire « *l'on réduit, mais vous créez des emplois* », et donc, si tout cela marche, en fin de compte, c'est un programme sur trois ans et l'on va enfin redonner de l'emploi et redonner aussi de l'activité à leurs entreprises.

M. Max GUICHARD ne reviendra pas sur la dernière partie, où ils ont là une divergence de fond. Par contre, il sait qu'Alain ANZIANI, comme beaucoup ici, est très attaché au social, et il voudrait qu'ils aient les mêmes sentiments ; par exemple il a parlé d'entreprises de commerce (chiffre d'affaires et bénéfiques), par exemple pour une catégorie sociale de plus en plus importante dans le pays, que sont les Smicards.

Il commencerait à comprendre un tout petit peu, s'il y avait ces deux langages, mais il constate que sur le SMIC, il n'y a aucune augmentation depuis dix-huit mois, sinon l'augmentation technique. Il juge que c'est intolérable, et pour lui c'est inadmissible. Et à partir de là, il ne peut rien entendre.

M. Gérard CHAUSSET voudrait répondre à Alain ANZIANI, sur deux points. Que l'on baisse des charges pour créer des emplois, il observe que l'on a commencé déjà à le faire avec le CICE, non conditionné sur la base de la concurrence. Il y a un certain nombre d'entreprises

qu'il peut citer, comme la grande distribution ou la restauration, qui ne sont absolument pas soumises à des problèmes de concurrence, et qui bénéficient d'aides sans qu'il n'y ait vraiment l'objet précis.

Et comme autre exemple, sur le fait de dire donnant/donnant, il rappelle que l'on a déjà donné pour cela, puisque sur la baisse de la TVA sur l'hôtellerie et la restauration, il demande quel est le résultat en nombre d'emplois. Il répond que c'est rien du tout ! L'on a baissé la TVA et il invite à constater les emplois qui y ont été effectivement créés. Il considère qu'on a tout de même une vraie difficulté, dans l'histoire du donnant/donnant, de garanties et de contreparties. Il pense qu'il faut absolument que l'on soit extrêmement sérieux sur les conditions, qu'il faut conditionner les aides, sinon, cela ne marchera jamais. Payer d'abord pour voir après, ce n'est pas une bonne solution à ses yeux.

M. Ludovic FREYGEFOND souhaite juste faire une rectification et un commentaire. La rectification, c'est par rapport à ce qu'a dit **Nicolas FLORIAN**, à qui il voudrait dire que la compensation par salaire existe toujours, et c'est notamment la part principale de la DGF pour la Communauté urbaine. Et enfin, il voudrait rappeler tout de même que c'est Gilles Carrez qui a passé la réforme de la cotisation minimum de la CFE, avec tous les effets néfastes que cela donne, et c'est donc pour cela qu'ils sont amenés à de nouveau délibérer avec ce projet de rapport.

M. le Président Vincent FELTESSE met aux voix cette délibération.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
Le groupe des élus Communistes et
Républicains vote contre

L'ordre du jour est épuisé, **M. le Président Vincent FELTESSE** lève la séance à 10 heures 45 et leur donne rendez-vous pour la Saint-Valentin, date de leur prochain Conseil de Communauté.

Le Secrétaire de séance

M. HERITIE